

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SODIEN

Chemin de la Rente de la Cras
21000 Dijon

Références : 2026-029
Code AIOT : 0005425674

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SODIEN implanté 22, rue des valendons 21000 Dijon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODIEN
- 22, rue des valendons 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005425674
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La chaufferie des Valendons est une chaufferie urbaine qui alimente le réseau de chaleur situé au

Sud Est de Dijon (quartier des Valendons, de Fontaine d'Ouche et ville de Chenôve).

La chaufferie des Valendons est composée de deux chaudières biomasse d'une puissance unitaire de 8,77 MW, d'une chaudière biomasse d'une puissance de 4,1 MW et d'une chaudière gaz d'une puissance de 10,5 MW.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI	Demande d'action corrective	3 mois
10	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Sans objet
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Sans objet
3	Combustible biomasse b(v)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9	Sans objet
4	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Sans objet
5	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-II	Sans objet
6	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI	Sans objet
8	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III	Sans objet
9	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé l'autosurveillance des rejets atmosphériques du site. Il doit cependant compléter l'analyse de plusieurs paramètres des rejets de la chaudière de gaz naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.
Constats : L'inspection a consulté le registre des installations de combustion de taille moyenne (MCP). Ce registre résulte de la mise en place par le ministère chargé de l'environnement d'une procédure dématérialisée de recueil de données pour les installations MCP. L'exploitant a réalisé la déclaration pour son installation. L'ensemble des informations demandées par l'article R.515-114 du code de l'environnement sont complétées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

Constats :

L'exploitant a mis en place deux procédures principales pour l'approvisionnement de la biomasse sur le site :

- Procédure "Approvisionnement biomasse" P-NRJ-005,
- Consigne "Réception des camions de biomasse sur sites" C-EXP-008_2.

Procédure "Approvisionnement biomasse" :

Cette procédure définit les modalités d'organisation et de gestion des approvisionnements en biomasse du site. L'ensemble des commandes sont réalisées par le Service Approvisionnement Biomasse (SAB) après une remontée des besoins du site. Pour passer une commande, un contrat entre le fournisseur et l'exploitant doit être réalisé au préalable. Le contrat fixe les caractéristiques de la biomasse qui est acceptée sur le site et la procédure indique que *" en cas de non-conformité aux critères de qualité convenus et énumérés dans le contrat d'approvisionnement, le site peut être amené à refuser une livraison"*.

Consigne "Réception des camions de biomasse sur sites" :

Cette consigne présente les modalités de réception des livraisons de biomasse sur le site. Ces modalités visent à maîtriser et contrôler la qualité et la quantité de biomasse livrée sur le site. Cette consigne demande de vérifier lors de livraisons de broyat de bois d'emballage dit de type « classe A SSD » (généralement du broyat de palette), que le chauffeur remette un certificat de Sortie de Statut de Déchets (appelé "certificat SSD").

Mise en application des procédures sur le site :

L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas recevoir de déchets de bois sur site.

L'exploitant a contractualisé avec 3 fournisseurs pour la livraison de plaquettes forestières et avec 2 fournisseurs pour la livraison de bois issu d'une sortie de statut de déchet (SSD).

L'inspection a réalisé par échantillonnage une vérification du bois réceptionné sur site faisant l'objet d'une sortie de statut de déchet. L'exploitant a fourni à l'inspection pour les deux fournisseurs l'attestation de SSD de leur dernière livraison, soit le 3 décembre 2025 pour l'un et le 4 décembre pour le second.

Ces deux attestations indiquent *"Je, soussigné, certifie que les renseignements ci-dessus sont exacts"*

et établis de bonne foi et que le broyat de bois d'emballages du présent lot a été produit conformément aux exigences définies à l'arrêté ministériel du 29/07/2014 définissant les critères de sortie du statut de déchet pour les broyats de bois d'emballages".

Lors de la visite terrain, l'inspection s'est rendue dans le stockage de bois alimentant la chaufferie et n'a pas identifié de bois pouvant relever de la rubrique 2910-B de la nomenclature des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant indiquera à l'inspection si des contrôles des livraisons des fournisseurs sont réalisés concernant le bois réceptionné sur site faisant l'objet d'une sortie de statut de déchets. Il précisera également les modalités de ces contrôles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Combustible biomasse b(v)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Biomasse

Prescription contrôlée :

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse.

Lorsque les combustibles utilisés dans l'installation de combustion sont produits par l'exploitant de cette installation et sur le même site, les dispositions de la présente section ne sont pas applicables, sous réserve que l'installation de combustion ne soit pas située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement et dès lors que l'exploitant a justifié, en application de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement :

- l'élaboration de procédures internes permettant de garantir que les déchets de bois ainsi brûlés en interne sont correctement triés et ne sont pas traités. Ces procédures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- par une étude technico-économique, le mode de traitement de ces déchets et les mesures compensatoires envisagées.

Constats :

Le site ne réceptionne pas de déchets de bois pour alimenter la chaufferie biomasse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés à des

conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Constats :

Des mesures des rejets atmosphériques des 3 chaudières biomasse et de la chaudière gaz ont été réalisées sur une période allant du 01/04/2025 au 14/05/2025 par un prestataire extérieur.

Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du site indique *"Les concentrations et les débits sont exprimés dans les conditions normalisées (101,3 kPa, 273 K) symbolisées par« mO3 »"*.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % pour les 3 chaufferies biomasse et de 3 % pour la chaufferie gaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-II

Thème(s) : Actions nationales 2025, Enregist. apr 1/1/14+service avt 20/12/18 – Pt>5MW - >500h – A/C 1/1/25

Prescription contrôlée :

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_X (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Biomasse solide :

5 ≤ P < 20 : 200 / 525 / 50 / 250

P ≥ 20 : 200 / 400 / 30 / 200

<p>[...]</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p>P ≥ 5 : - / 100 / - / 100</p>
<p>Constats :</p> <p>Les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014 sont en partie plus contraignantes que les valeurs fixées dans l'arrêté ministériel sus-mentionnée.</p> <p><u>Chaudières biomasse :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • SO2 (mg/Nm3) : Concentration limite à 200 mg/Nm3 - Respect de cette concentration pour les 3 chaudières biomasse. • NOX (mg/Nm3) : Concentration limite à 400 mg/Nm3 - Respect de cette concentration pour les 3 chaudières biomasse. • Poussières (mg/Nm3) : Concentration limite à 15 mg/Nm3 - Respect de cette concentration pour les 3 chaudières biomasse. • CO (mg/Nm3) : Concentration limite à 200mg/Nm3 - Respect de cette concentration pour les 3 chaudières biomasse. <p><u>Chaudière gaz naturel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • SO2 (mg/Nm3) : Concentration limite à 15 mg/Nm3 - Respect de cette concentration. • NOX (mg/Nm3) : Concentration limite à 100 mg/Nm3 - Respect de cette concentration. • Poussières (mg/Nm3) : Concentration limite à 5 mg/Nm3 - Respect de cette concentration. • CO (mg/Nm3) : Concentration limite à 100mg/Nm3 - Respect de cette concentration.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HAP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm3. Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les valeurs limites de rejets sont conformes pour les 3 chaudières biomasse et la chaudière gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM et formaldéhyde</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm3 en carbone total.</p> <p>Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm3 en carbone total.</p> <p>Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm3.</p>
<p>Constats :</p> <p>La valeur limite pour les COVNM pour les 4 chaudières du site est de 50 mg/Nm3.</p> <p>Les rejets des 3 chaudières biomasse respectent cette concentration.</p> <p>Non conformité :</p> <p>Les rejets en COVNM n'ont pas été analysés pour la chaudière gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Hcl et HF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HCl : 10 mg/Nm3 ; - HF : 5 mg/Nm3. <p>Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm3 en HCl et 25 mg/Nm3 en HF.</p> <p>Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HCl : 30 mg/Nm3 ; - HF : 25 mg/Nm3.
<p>Constats :</p> <p>Les valeurs limites de rejets fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014 pour les 3 chaudières biomasse en HCl et HF sont plus contraignantes que celles de l'arrêté ministériel sus-mentionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HCl (mg/Nm3) : Concentration limite à 10 mg/Nm3 - Respect de cette concentration pour

- les 3 chaudières biomasse.
- HF (mg/Nm³) : Concentration limite à 5 mg/Nm³ - Respect de cette concentration pour les 3 chaudières biomasse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Dioxines et furanes

Prescription contrôlée :

IV. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.

Constats :

Les valeurs limites de rejets sont conformes pour les 3 chaudières biomasse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE métaux

Prescription contrôlée :

VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :

Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)

Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)

Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te)
plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb

Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm³ pour la somme des métaux

Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.

Constats :

La concentration limite en antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés est plus contraignante dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014 que celle de l'arrêté ministériel sus-mentionné - 10 mg/Nm³ pour la somme des métaux.

Les rejets des 3 chaudières biomasse respectent ces concentrations.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014 fixe les mêmes concentrations limites de rejets pour les 3 chaudières biomasse. Il fixe également cette même concentration pour la chaudière gaz.

Non conformité :

Les rejets de la chaudière gaz pour ces paramètres n'ont pas été analysés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois